



Le Saint-Siège

Excellences, Messieurs les Présidents, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, 1. L'encyclique "Rerum Novarum" a provoqué et inspiré un engagement résolu des laïcs catholiques dans la société pour améliorer les conditions de vie du prolétariat industriel et, en général, des pauvres. À l'activité caritative intense qui a toujours été importante dans l'Église, s'ajouta, à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, un ensemble d'initiatives hardies dans les domaines social et politique, et cela conduisit à la fondation de syndicats et de partis prêts à travailler pour mettre en œuvre les principes chrétiens dans l'ordre social avec les méthodes de la démocratie. C'est dans ce contexte que se situent la naissance et le développement des partis démocrates chrétiens dans plusieurs pays européens et aussi dans d'autres continents, surtout en Amérique Latine. Il est donc profondément significatif que, à l'occasion du centenaire de la publication de l'encyclique "Rerum Novarum", les plus importants dirigeants et responsables de ces partis se retrouvent à Rome pour commémorer cet événement et, en même temps, pour réfléchir à leur engagement au service de leurs nations et de l'humanité entière à la lumière de l'enseignement social chrétien. Je remercie Monsieur Arnaldo Forlani des paroles qu'il vient de prononcer en votre nom à tous. Je salue avec déférence toutes les personnalités dont j'apprécie la présence en cette circonstance. Et je voudrais adresser un salut particulier aux personnalités appartenant à d'autres confessions chrétiennes ou à d'autres traditions religieuses qui ont bien voulu se joindre à ce Forum et accorder une attention bienveillante aux points de vue de l'Église catholique sur la vie sociale et politique. 2. Au cours des cent années qui nous séparent de "Rerum Novarum", le lien entre la démocratie et le christianisme a été approfondi. L'Église considère que l'État de droit et les méthodes démocratiques de solution des conflits par la négociation, par le dialogue et par la participation de tous, représentent des éléments importants pour la sauvegarde et l'exercice des droits de l'homme dans le monde actuel. La chute des totalitarismes confirme la pertinence de ces choix. Cependant, le rapport entre la démocratie et le christianisme doit être repensé et approfondi par chaque génération, et particulièrement en cette heure. En effet, la tentation existe actuellement de fonder la démocratie sur un relativisme moral qui revient à refuser toute certitude sur le sens de la vie de l'homme et de sa dignité, sur ses droits et ses devoirs fondamentaux. Lorsqu'une telle mentalité s'instaure, tôt ou tard se produit une crise morale des démocraties. Le relativisme empêche de pratiquer le discernement nécessaire entre les diverses requêtes qui s'expriment à la base de la société, entre le bien et le mal. La vie d'une société repose sur des décisions qui ne peuvent pas ne pas présupposer une ferme conviction morale. Quand on n'a plus confiance dans la valeur même de la personne humaine, on perd de vue ce qui fait la noblesse de la démocratie; elle est alors mûre pour céder à diverses formes de corruption et de manipulation de ses institutions. Les chrétiens engagés en politique ont précisément le devoir de lutter pour sauvegarder le respect de la personne humaine, créée et aimée par Dieu. Contrairement à ce que l'on entend affirmer parfois, une foi sincère ne conduit pas nécessairement au fanatisme ou au mépris des convictions opposées. Nous considérons que l'homme parvient à la vérité et au bien par l'activité de son intelligence et de sa volonté, aidé par la grâce divine. C'est dans cette approche que réside le fondement assuré de la démocratie. 3. À l'occasion du centenaire de l'encyclique "Rerum Novarum", par l'encyclique "Centesimus Annus" j'ai voulu célébrer cet anniversaire et réactualiser les enseignements de mon grand prédécesseur Léon XIII. J'y ai

réaffirmé les principes de la doctrine sociale chrétienne en les proposant comme des orientations pour l'action, tandis que l'homme est à un carrefour où ses grandes espérances se trouvent face à des craintes graves et justifiées. L'État social, malgré les mérites qu'il s'est acquis en offrant les réponses de la solidarité aux besoins humains fondamentaux, est en crise partout, et des pressions croissantes s'exercent pour le démanteler. Il semble que, parmi les motifs de la crise, il y ait l'incapacité de distinguer entre les besoins sociaux authentiques et des besoins sociaux fallacieux, et aussi des choix de politique sociale qui déresponsabilisent la famille et les autres "sociétés intermédiaires", au lieu de les placer au centre de la vie sociale, comme il serait juste en vertu du principe de subsidiarité. C'est précisément la valorisation du rôle social de la famille et des autres sociétés intermédiaires qui peut présenter des critères sains pour une réforme de l'État social sans en compromettre les bienfaits et, en même temps, aider à surmonter l'aliénation contemporaine en aménageant des milieux de vie plus humains. Car on trouve vraiment ses raisons de vivre dans l'expérience de l'amour interpersonnel authentique dans la famille puis dans les différentes communautés entre lesquelles s'organise la société. L'Église a toujours reconnu en l'homme le sujet premier de l'ordre économique. C'est de ses initiatives et de sa créativité que dépendent le bien-être des nations; et la liberté dans le domaine économique est une condition nécessaire de la liberté de la société en général. Cependant, toute la liberté humaine ne se ramène pas à la liberté économique. Il y a des besoins humains fondamentaux que le marché ne peut pas honorer, et pourtant, au nom de la solidarité humaine, ils doivent être satisfaits car ils constituent un droit fondamental. On pense ici aux besoins des personnes âgées, des enfants, des femmes, ou de tous ceux qui ne peuvent se suffire à eux-mêmes provisoirement ou définitivement. Si le marché est un élément de base dans une société humaine et libre, la solidarité en est un autre. Il y a en outre des biens humains qui ne peuvent et ne doivent être l'objet d'aucune transaction économique, parce qu'ils touchent à la dignité même de la personne humaine: il s'agit des biens spirituels dont la privation dépouille l'homme de la liberté d'être lui-même. La société humaine ne peut être réduite au seul domaine de la production et des échanges de biens économiques. La véritable portée de la vie sociale n'est pas d'ordre économique mais d'ordre éthique.

4. Ces dernières années, le monde entier a été marqué par les bouleversements étonnants qui sont intervenus dans les pays de l'Est et par la chute du communisme. Cela a souvent détourné des pays du Sud l'attention de l'opinion publique et des hommes politiques; et pourtant ces régions continuent à voir croître les besoins et les souffrances de foules immenses d'êtres humains. J'ai eu maintes occasions de lancer des appels aux riches et aux puissants de cette terre, aux peuples de ce qu'on appelle le Premier Monde: il n'est pas possible de continuer à vivre dans une île d'abondance entourée par un océan de souffrance. Il faut d'urgence prendre des mesures énergiques et courageuses, en utilisant en particulier les moyens considérables que l'arrêt de la course aux armements permet de dégager. Certes, la responsabilité première du développement revient aux peuples qui ont à s'organiser eux-mêmes. Leurs gouvernements ont le devoir de prendre les mesures appropriées pour renforcer le plus possible les capacités d'initiative et de travail de leurs peuples. Sur cette voie, il est vrai qu'ils ont encore besoin d'une réelle solidarité des peuples les plus riches pour leur permettre d'accéder dans des conditions d'égale dignité au marché mondial. Ils entreront ainsi de manière correcte et loyale dans la compétition avec les autres systèmes et les autres économies. Seules des mesures cohérentes et sages, prises en temps utile, peuvent éviter que la pauvreté dans laquelle vivent d'immenses foules entraîne des conflits sanglants, des mouvements migratoires de grande ampleur qui posent de graves problèmes aux pays hôtes comme aux pays d'origine et qui provoquent d'énormes souffrances. La résurgence des nationalités constitue une caractéristique de notre époque. Des peuples, étouffés par le communisme en Europe centrale et orientale, revendiquent leurs droits à une autonomie nationale. Il est légitime que leurs choix soient pris en considération. Pour sa part, l'Église défend les droits des nations et elle a souvent représenté pour elles un appui solide. En effet, les droits de l'homme ne deviennent effectifs qu'à l'intérieur des communautés naturelles où se déroule la vie. Mais il existe aussi une autre communauté envers laquelle nous sommes tous responsables, l'humanité entière, avec ses différentes composantes géographiques et culturelles. Les nations doivent apprendre à vivre ensemble dans le respect mutuel, en s'appuyant souvent

sur les structures juridiques communes de caractère supranational, à l'échelle continentale ou même mondiale. Ces institutions sont particulièrement nécessaires aujourd'hui pour bannir l'usage de la force comme moyen de résoudre des conflits, de même que pour organiser la coopération économique et le développement. À l'occasion de cette rencontre, je tiens à élever la voix, une fois encore, pour demander la justice et la paix en faveur des peuples de Yougoslavie et, en particulier, pour celui d'entre eux qui souffre le plus, le peuple croate. C'est pour l'Europe un devoir de conscience de dénoncer sans équivoque les atrocités qui sont actuellement perpétrées si près de nous et qui touchent des populations sans défense. C'est un devoir de les dénoncer quels qu'en soient les auteurs. L'Europe doit mettre fin à ce conflit et montrer sa capacité d'assurer à tous les peuples du continent les conditions d'un libre développement, digne de son histoire et de ses traditions. Dieu veuille que, face à ce problème, l'inertie ou l'insuccès de la communauté internationale n'encouragent pas l'explosion d'autres conflits encore plus graves! 5. À travers les problèmes, les difficultés et les chances de notre temps, que j'ai brièvement évoqués, l'histoire met de nouveau l'homme face à la nécessité de faire un choix pour ou contre la vérité sur lui-même et sur le monde. Elle renouvelle sans cesse les conditions de la rencontre entre la liberté de l'homme et la grâce de Dieu. L'Église éclaire le déroulement de l'histoire en s'appuyant sur la vraie conception de l'homme que Dieu a révélée dans le Christ, en même temps qu'il se révélait lui-même. Dans les nécessités, les désirs, les combats, les victoires et les défaites de l'histoire, l'Église lit toujours le dessein de Dieu qui continue à proposer le salut au monde par son Fils Jésus-Christ. C'est en puisant à la source de cette sagesse de Dieu que le Pape peut proposer des orientations dans les vicissitudes du monde, sans jamais se substituer aux responsabilités proprement laïques qui appartiennent aux hommes politiques et aux dirigeants des peuples. En accomplissant son devoir d'annoncer la vérité du Christ qui est pour tout l'homme et qui éclaire et transforme tout homme, même dans sa vie terrestre, l'Église offre aux responsables du gouvernement des peuples, comme à tous les hommes, le soutien de la Sagesse éternelle. À vous qui exercez de hautes charges dans vos pays, j'offre mes meilleurs vœux afin qu'il vous soit donné de servir la société généreusement pour le bien de tous vos compatriotes. Je prie Dieu de vous combler de ses bénédictions.

© Copyright 1991 - Libreria Editrice Vaticana

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana